

Wallonie: l'état des lieux en 6 chiffres



Willy Borsus: «Il y a une urgence absolue à agir. Et une obligation de résultats» BELGA

Willy Borsus a décliné les 34 pages de son discours sur «l'état de la Wallonie» à la tribune du Parlement, ce mercredi. Ni lamento, ni jubilation. Mais un constat clinique et des conclusions politiques.

En près d'une heure quarante de discours sur «l'état de la Wallonie», Willy Borsus (MR) a eu le temps de faire défiler les schémas, les courbes et les comparaisons. C'est l'exercice qui veut ça. Son prédécesseur Paul Magnette (PS), qui a initié ce fameux discours annuel, ne faisait pas autrement. Alors, elle est dans quel état, la Région? On retient 6 données.

1. Pauvreté: 26,3% Ce n'est pas par ce chapitre que le ministre-président commence. Mais la réalité derrière le pourcentage est choquante: 26% de la population wallonne vit sous le seuil de pauvreté. Ou risque d'y plonger. En Flandre, on en est à 15%. Et on peut ajouter les 8% de Wallons qui vivent dans ce qu'on appelle un état de déprivation matérielle sévère: ils ne peuvent pas, par exemple, payer leur loyer, leur chauffage, les charges, leurs crédits à la consommation, disposer d'un lave-linge, d'un téléphone, etc. Le plan de pauvreté wallon a été actualisé, en ajoutant des axes «emploi et formation». *«Le travail n'aura pas abouti tant qu'on n'aura pas changé ces chiffres. Mais s'il y avait une baguette magique contre la pauvreté à l'Élysette, on l'aurait déjà trouvée. Ce qu'il faut, c'est un faisceau de mesures.»*

2. Emploi: 63,2% *«C'est un de nos chantiers prioritaires»,* insiste Borsus. Le «jobs, jobs, jobs» wallon, en quelque sorte. Si le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés est passé sous la barre des 200 000 (198 279 DEI exactement) et il est en baisse depuis un paquet de mois. Quant au taux d'emploi, l'écart entre la Flandre et la Wallonie reste de 10%: 73% pour le nord du pays (objectif européen atteint), 63,2% chez nous. *«C'est dire si le chemin reste d'une ampleur, d'une acuité, d'une urgence considérable.»* Surtout pour les jeunes non qualifiés.

3. PIB: 14 ans de retard Il y a au moins trois bonnes nouvelles: le niveau de confiance des ménages est plutôt bon (c'est positif pour la consommation), celui des entreprises aussi et le PIB, le produit intérieur brut est en passe de progresser en 2018 (1,8% en 2017, 1,9% en 2019 selon l'institut wallon de la prospective et de la statistique). Mais le PIB wallon reste sous la moyenne de la zone Euro et on n'a toujours pas rattrapé la Flandre. *«La moyenne belge et la moyenne flamande étaient à notre niveau actuel en 2003. Ce qui nous fait 14 ans de retard.»* Le gouvernement wallon songe à dynamiser les métropoles (et leur région). Les régions métropolitaines génèrent deux tiers du PIB européen.

4. Export: 41,9 milliards*«Cocorico!»* Les exportations wallonnes ont augmenté de 8,4% en 2017, avec un montant record de 41,9 milliards€, surtout grâce aux métaux, à la pharmacie et à la chimie. Mais on a encore du mal avec la grande exportation, celle qui dépasse l'Europe.

5. Espérance de vie: 79,6 ans À la naissance, un Wallon peut espérer vivre jusqu'à près de 80 ans (79,6 ans). Le chiffre date de 2016. Il est en légère hausse par rapport à 2015. Mais le contexte socio-économique, les maladies cardio-vasculaires et d'autres éléments continuent à marquer la Wallonie d'une surmortalité par rapport à la moyenne belge (2 ans sous la moyenne belge pour les hommes, 1,4 an pour les femmes).

6. GES: -35% Entre 1990 et 2015, les gaz à effet de serre (GES) ont diminué de 35% en Wallonie. La fermeture d'une série d'industries polluantes y a pas mal contribué, évidemment. Les GES doivent encore baisser de 80 à 95% d'ici à 2050.

Le «wall-Deal» de Borsus

Au total, *«des chiffres préoccupants, des perspectives encourageantes, des frémissements positifs. Mais soyons francs, nous sommes loin du compte»,* conclut Willy Borsus. Il vise une *«Wallonie plus haute, plus grande, plus forte! Nous devons accélérer les réformes, interroger nos convictions, avoir de l'audace, bousculer les structures, soutenir le changement de mentalités. Il y a une urgence absolue à agir, une obligation d'immédiateté dans les réformes. Et une obligation de résultat. Le passé a, au moins partiellement, échoué.»* Il appelle à un Deal. *«Un wall-Deal, ajoute-t-il, faisant rire l'assemblée qui traduit sans doute «Wahl-Deal», du nom du chef de groupe MR. J'encourage chacun à saisir les opportunités, à se mobiliser et à écrire une des plus belles pages de l'avenir de notre région. C'est le Deal que je propose.»*